



SYNDICAT DES IMPRIMERIES PARISIENNES

UNE ETAPE MAJEURE PERENNISANT L'AVENIR DES CENTRES D'IMPRESSION ET DES SALARIES DE LA PRESSE PARISIENNE

Depuis de nombreuses années, les chiffres de tirages de la presse quotidienne nationale diminuent inexorablement. Ce constat fragilise l'équilibre des imprimeries parisiennes et favorise, de fait, les concentrations des centres d'impression. Cette politique « concertée » des éditeurs et des différents gouvernements produit un effet dévastateur sur l'emploi.

Dans le même temps, la presse gratuite et les suppléments de la presse quotidienne nationale se fabriquent en dehors des règles sociales et statutaires auxquelles les éditeurs de presse sont soumis pour la fabrication des titres de leurs groupes.

L'accord du 10 octobre 2012 s'oppose radicalement aux différents rapports gouvernementaux

L'accord signé le 10 octobre 2012 entre le SIP-CGT et le Groupe Riccobono confirme l'engagement imposé aux éditeurs lors de la signature des accords de 2009 par la création du nouveau centre d'impression « News Print ».

Cet accord, fruit de dix années de négociation, permet au quotidien gratuit *20 Minutes* de confier la totalité de son chiffre de tirage à ce nouveau centre d'impression. La concrétisation effective de cet accord permet de nouvelles perspectives pour les salariés de la presse, auxquels les différents rapports gouvernementaux « promettaient » une disparition certaine sans aucune autre alternative que la marche forcée des concentrations.

Cette évolution majeure permettra aux salariés de « News Print » d'imprimer des millions d'exemplaires sous l'égide de la convention collective de la PQN, alors qu'actuellement cette charge de travail relevant des attributions de la presse est réalisée dans un cadre social minimaliste.

Cet accord doit être le point d'appui de négociations nationales qui devront renforcer le cadre social d'un secteur de la presse en profonde mutation.

Réunis en assemblée générale le 12 octobre 2012, les représentants du SIP-CGT et les adhérents de LMI appellent l'ensemble des salariés de la presse à se mobiliser pour garantir le respect des engagements contenus dans l'accord du 10 octobre 2012.

Déterminés pour continuer à construire l'avenir des centres d'impression de la presse quotidienne nationale, ils s'opposeront à quiconque tentera de remettre en cause la création de ce nouveau centre.

Paris, le 15 octobre 2012